



Sénatrices  
et Sénateurs  
**Socialistes**  
**Écologistes &**  
**Républicains**

**LE GROUPE SOCIALISTE,  
ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN**

## Notre budget alternatif pour 2021

### ..... ÉDITO

**Malgré la crise et en dépit de quelques mesures d'affichage, le Gouvernement reste fidèle à sa vision libérale. Comme pour les précédents budgets, ses choix macroéconomiques se font au bénéfice des plus aisés, en sacrifiant les plus modestes de nos concitoyens. Trois mécanismes illustrent cette orientation.**

En premier lieu, il ne demande pas d'effort fiscal aux ménages les plus aisés. En deuxième lieu, ce choix accroît encore le poids de la dette, qui se retournera inéluctablement contre les plus fragiles en cas de hausse des taux d'intérêt par le biais de mesures de réduction des dépenses publiques. Enfin, le Gouvernement favorise une politique de l'offre au bénéfice des entreprises, et notamment des plus grandes, sans soutenir le pouvoir d'achat et donc la demande autant qu'il serait nécessaire.

C'est ainsi que, depuis plusieurs mois, alors même que la crise sanitaire s'est transformée en crise économique et sociale, le Gouvernement rejette toute réflexion sur la création d'un nouvel impôt de solidarité sur le capital pour remplacer l'ISF abrogé, sur la suppression de

la flat tax, sur le principe d'un prélèvement exceptionnel sur les assurances-vie, ou encore sur toute contribution exceptionnelle des acteurs économiques ayant perçus durant la crise des bénéfices accrus. Il s'engage à contrario dans une baisse d'un tiers de la taxe d'habitation pour les 20% de foyers les plus aisés, ceci pour la somme de 2,4 milliards d'euros et diminue les impôts versés par les entreprises pour un total de 13,7 milliards.

Nous ne pouvons que dénoncer une nouvelle fois la faiblesse des réponses apportées aux plus précaires de nos concitoyens, a fortiori dans un contexte d'explosion du chômage. La crise sanitaire a déjà fait basculer dans la pauvreté un million de Français, qui s'ajoutent ainsi aux 9,3 millions de personnes vivant déjà au-dessous du seuil de pauvreté monétaire en 2018, selon l'Insee. Les jeunes les plus précaires et les nouveaux précaires sont sortis du radar du Gouvernement actuel.

La prise en charge du chômage partiel par l'État ou l'attribution de primes exceptionnelles et ponctuelles sont, à cet égard, une réponse nécessaire mais qui reste nettement insuffisante quand la deuxième vague nous confirme qu'un grand nombre

de français risquent de s'installer dans la précarité sur un temps long.

Avec ce PLF 2021, le Gouvernement aurait pu adopter une démarche volontariste, en soutenant le pouvoir d'achat des Français sans nécessairement accroître le niveau du déficit. Mais ce PLF 2021 s'inscrit parfaitement dans la continuité des précédents, avec une politique budgétaire centrée sur l'offre et ne proposant aucune mesure de lutte contre l'accroissement des inégalités dans notre pays. Le sort réservé au groupe Action Logement, acteur fondamental du logement en France, à nouveau ponctionné d'un milliard d'euros dans la deuxième partie du texte, en est une parfaite illustration.

Fort de ces constats, le groupe Socialiste, Écologiste et Républicain a souhaité être une nouvelle fois force de propositions en mettant sur la table une série de mesures qui permettraient de prendre réellement en compte la crise sociale et économique que nous vivons.

**Patrick Kanner**  
Président du groupe Socialiste, Écologiste  
et Républicain du Sénat

**Rémi Féraud**  
Chef de file du groupe pour la Commission  
des Finances

## ..... Un autre budget social-écologiste est possible

**Comme chaque année depuis 2017, les Sénateurs socialistes portent dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances un « budget alternatif » pour affirmer la possibilité de construire un autre budget, social-écologiste, au bénéfice des Françaises et Français. Parce que nous avons à cœur de construire demain un avenir pour notre pays, notre démarche se veut parfaitement crédible : nos propositions sont chiffrées sur le plan financier et feront toutes l'objet de dépôt d'un ou plusieurs amendements durant l'examen parlementaire.**

**En matière de recettes**, il est possible de dégager des sommes conséquentes à réinjecter dans l'économie. En premier lieu, il s'agit de reporter la baisse des impôts de production dont s'acquittent les entreprises au bénéfice des collectivités et que le gouvernement veut compenser par un versement de TVA (10 milliards). Nous proposons également le report d'un an de la baisse de l'impôt sur les sociétés, uniquement pour les grandes entreprises (2,4 milliards). De même, il y a lieu de reporter d'un an la suppression d'un tiers la taxe d'habitation pour les 20 % de Français les plus aisés

(2,4 milliards) et de créer un impôt de solidarité sur le capital, sur le modèle de l'ISF mais corrigé de ses défauts et « verdi » tout en supprimant la flat tax (5 milliards). Face aux désordres économiques internationaux, il faut également envisager une hausse de la taxe sur les services numériques (taxe « Gafam ») et de la taxe sur les transactions financières (0,5 milliard). Pour agir face à la crise, nous proposons enfin un prélèvement ponctuel de 0,5% de l'ensemble des encours d'assurance vie supérieurs à 150 000 € (2,5 milliards). Enfin, nous proposerons, dans un souci d'équité commerciale et de civisme entrepreneurial, une contribution exceptionnelle des acteurs ayant connu durant la crise des bénéfices renforcés, comme les assureurs, le e-commerce ou encore les grandes surfaces, et ceci afin d'aider les secteurs économiques les plus touchés par la crise.

Enfin, sans que cela ne dégage des recettes supplémentaires, nous proposons de rééquilibrer la progressivité de l'impôt sur le revenu, mais aussi des droits de successions pour plus de justice fiscale et de redistribution face à la montée des inégalités.

Au final, ce sont environ 22,5 mil-

liards d'euros qui peuvent être dégagés pour financer trois priorités politiques fortes pour notre pays et pour nos concitoyens :

- Face à la hausse des inégalités, nous voulons de **nouvelles solidarités**,
- Pour ne pas sacrifier une génération, nous voulons des mesures en faveur de la **jeunesse**,
- Pour changer notre modèle de développement, nous voulons davantage **d'écologie**.

**Nous ne souhaitons pas nous engager dans une dégradation supplémentaire des comptes publics : l'histoire économique en atteste, les retournements de conjoncture pénalisent en premier lieu les plus précaires.**

Aujourd'hui, notre pays est dans une situation de fragilité et la moindre hausse des taux d'intérêts pourrait avoir des conséquences économiques dramatiques. Aussi, nous ciblons un déficit de 6,7 % comme le gouvernement. C'est le choix de la responsabilité, de la crédibilité, et de la protection des Français. Pour cela, les dépenses proposées ci-après représentent un montant évalué à 22,5 milliards, soit l'équivalent des recettes supplémentaires que nous proposons de dégager.

## ..... Face à la hausse des inégalités, la création de NOUVELLES SOLIDARITÉS

**Cette crise sanitaire et économique touche d'abord les plus pauvres de nos concitoyens, et en particulier celles et ceux qui ne sont pas sur le marché du travail ou sont dans des situations précaires. La prise en charge du chômage partiel, si elle est nécessaire, n'est également pas suffisante.**

### **Nos propositions**

▶▶ À la charité ponctuelle du Gouvernement, visant à octroyer de temps en temps quelques miettes aux plus fragiles, nous préférons **une hausse pérenne de 100 € par mois du RSA.**

▶▶ Parce que près de 40 Con-

seils départementaux réclament la possibilité de **tester la mise en place d'un revenu de base** remplaçant les minimas sociaux actuels, nous voulons créer les conditions d'une telle expérimentation d'un revenu de base.

▶▶ Le chômage partiel concerne

bien souvent les travailleurs les plus modestes qui connaissent une baisse de 15 % de leur pouvoir d'achat. Nous proposons donc **la prise en charge à 100 % du chômage partiel jusqu'à 2,5 SMIC, contre 85 % aujourd'hui.**

▶▶ En 2021, le défi que nous aurons collectivement à traiter (ou relever) est celui d'une relance solidaire. En 2019, nous avons proposé **un grand plan pour l'hôpital et l'autonomie.** Aujourd'hui, parce que nous voulons une relance solidaire et sociale, nous pensons que ce plan est encore davantage nécessaire.

▶▶ Parce qu'il est insupportable qu'au 21<sup>ème</sup> siècle, certains de nos concitoyens ne puissent pas se nourrir, et parce que le nombre de personnes concernées explosent depuis le début de la crise, nous voulons augmenter le budget de l'aide **alimentaire** en France autant que les associations le demande.

▶▶ Le groupe Socialiste, Ecologiste et Républicain propose depuis des années la création d'un **fonds d'aide à la quittance de loyers** pour aider les personnes rencontrant des difficultés ponctuelles. La crise et les pertes de revenus engendrées par la situation sanitaire et économique rendent une telle proposition aujourd'hui indispensable.

Dans la même logique, nous souhaitons **encourager fortement l'accession sociale à la propriété** par le biais du rétablissement de l'APL accession ou encore par la mise en place d'un PTZ rural renforcé).

▶▶ Nous considérons également que favoriser l'accessibilité des logements est aujourd'hui plus qu'hier un enjeu fort : parce que les personnes en situation de handicap et les personnes en perte d'autonomie doivent pouvoir continuer autant que possible à vivre chez elle, nous voulons **renforcer les aides à l'accessibilité des logements.**

▶▶ La loi Egalité Réelle en Outre-Mer votée à la quasi-unanimité en 2017 prévoyait la mise en œuvre de véritables contrats de convergence concertés, afin de rattraper les retards structurels des économies et territoires d'Outre-Mer. Ces contrats ont été créés mais ils restent des coquilles vides malgré les milliards promis. Nous proposerons donc d'engager un **plan en faveur d'équipements structurants dans les Outre-mers** pour financer la relance dans tous les territoires.

▶▶ Nos associations sont le ferment des solidarités et de la vie sociale locale au cœur des territoires. Parce qu'elles n'ont bien souvent plus les moyens de fonctionner, nous proposons un

**plan de soutien financier aux associations et à la vie associative** afin d'éviter que ces dernières ne mettent la clé sous la porte.

▶▶ Parce que la création culturelle et l'accès à la culture sont fondamentales y compris en période de crise, nous voulons **abonder fortement les dispositifs d'aides aux secteurs de la culture** durement éprouvés par l'année 2020.

#### Chiffrage des propositions (sous-total : 10,818 milliards)

- ▶ Hausse de 100 euros du RSA par mois (2,4 milliards)
- ▶ Expérimentation du revenu de base (18 millions)
- ▶ Prise en charge du chômage partiel à 100% (900 millions)
- ▶ Plan pour l'hôpital et l'autonomie (1,8 milliards)
- ▶ Augmentation de l'aide alimentaire (1 milliard)
- ▶ Création d'un fonds d'aide au paiement des quittances de loyer (500 millions)
- ▶ Aide à l'accession sociale à la propriété (500 millions)
- ▶ Renforcement des aides à l'accessibilité des logements (500 millions)
- ▶ Plan en faveur d'équipements structurants en Outre-Mer (2,5 milliards)
- ▶ Plan de soutien à la vie associative (400 millions)
- ▶ Renforcement des aides au secteur culturel (400 millions)

## ..... La JEUNESSE, pour ne pas sacrifier une génération

**La jeunesse est particulièrement touchée à la fois par l'atonie du tissu économique depuis 2008 et par la crise sanitaire de cette année. Au-delà des incantations et des effets d'annonce, il faut être audacieux en la matière.**

#### Nos propositions

▶▶ Parce qu'il n'est pas normal que notre pays laisse tant de jeunes majeurs sans perspective, nous demandons la création d'une **Dotation Autonomie Jeunesse (DAJ)** qui permettraient à tous les jeunes de 18 à 25 ans de disposer de ressources pour se lancer dans leurs projets.

▶▶ Parce que l'éducation doit en France être gratuite, nous demandons **la prise en charge élargie des frais de scolarité et d'apprentissage** à l'ensemble des dépenses engagées par les familles, qu'il s'agisse des masques, mais aussi du matériel informatique quand les familles ne peuvent pas les payer elles-mêmes.

▶▶ Chaque jeune porteur d'un projet associatif ou professionnel mais ne disposant pas des financements par le biais de sa famille ou de ses proches doit pouvoir se faire aider. C'est pour cela que nous proposons le **financement des projets professionnels ou associatifs des 16/25 ans**.

#### Chiffrage des propositions (sous-total : 5 milliards)

- ▶ Dotation Autonomie Jeunesse (DAJ)  
(4 milliards)
- ▶ Prise en charge élargie des frais de scolarité et d'apprentissage  
(500 millions)
- ▶ Financement des projets associatifs ou professionnels des 16 / 25 ans  
(500 millions)

## L'ÉCOLOGIE et le DÉVELOPPEMENT DURABLE pour changer notre modèle de développement

Face à la crise que nous traversons, il est impératif de « relancer la machine économique ». Nous ne pouvons cependant pas faire abstraction du défi environnemental que le monde doit relever. Cette relance doit être verte et raisonnée. Au-delà de tout engagement de dépense, nous prôtons la conditionnalité obligatoire des aides publiques. Par-là, nous voulons dire que lorsque l'Etat aide un acteur privé, il est en droit d'exiger le respect d'un socle minimal de normes sociales, civiques et environnementales. Le groupe Socialiste, Ecologiste et Républicain veut faire de cette logique un principe budgétaire fondateur du droit français.

#### Nos propositions

▶▶ Tant en milieu urbain qu'en zone rurale, nous devons nous

engager massivement dans le développement d'offres de transports propres adaptées aux réalités de vie des Françaises et des Français. C'est pourquoi nous voulons dès 2020 **engager un « choc vert » des transports** pour rendre cette conversion irréversible et définitive.

▶▶ Parce que la France a besoin de **ruralités vivantes, dynamiques et durables**, il faut augmenter la dépense publique massivement, autour en particulier des initiatives « villages du futur » et « petites villes de demain ».

▶▶ En parallèle des dispositifs d'aide à l'isolation thermique des bâtiments, parce qu'il est important de relancer le secteur du BTP au plus vite, et parce qu'il s'agit d'un véritable enjeu dans la plupart des zones urbaines, nous voulons **faire de la lutte pour l'isolation sonore**

**des bâtiments une véritable politique publique.**

▶▶ La transition écologique ne passera pas seulement par les grandes multinationales mais aussi par les PME et les TPE que les pouvoirs publics devront accompagner. C'est pourquoi nous proposerons la création d'un **fonds de transition écologique** à la destination exclusive des PME et TPE.

#### Chiffrage des propositions (sous-total : 6,5 milliards)

- ▶ Accélération de la conversion des transports polluants  
(4 milliards)
- ▶ Lancement d'un grand plan pour une Ruralité vivante  
(1 milliard)
- ▶ Financement de l'isolation sonore des bâtiments  
(500 millions)
- ▶ Fonds de transition écologique des PME et TPE  
(1 milliard)



#### SUIVRE L'ACTUALITÉ DU GROUPE

[www.senateurs-socialistes.fr](http://www.senateurs-socialistes.fr)

 [www.facebook.com/Lessenateurssocialistes](https://www.facebook.com/Lessenateurssocialistes)

 [@senateursPS](https://twitter.com/senateursPS)